

LICORNE ou le défi de la réalité

Des compétences qui restent encore à développer en matière d'exploitation du renseignement pour les opérations de stabilisation

Du 15 juin au 11 octobre 2005, la 3^e Brigade mécanisée, renforcée de trois unités élémentaires, respectivement du 2^e Régiment étranger parachutiste, du 1^{er} Régiment de hussards parachutistes et du 1^{er} Régiment d'infanterie de marine, ainsi que d'une SATCP¹ appartenant au 402^e Régiment d'artillerie, a armé le PCIAT² et les GTIA³ de la force Licorne du mandat 9. La période considérée s'est inscrite sans rupture avec le mandat précédent, avec pour toile de fond l'échéance du scrutin pour les élections présidentielles fixée le 30 octobre 2005, lesquelles n'ont finalement pas eu lieu.

Afin de répondre à la nouvelle résolution 1609, qui décrit explicitement le soutien de la Force Licorne à l'ONUCI, il a été décidé un resserrement du dispositif de part et d'autre et dans la zone de confiance, partie de la RCI où se joue principalement la crédibilité de notre action. Dès lors, l'acquisition du renseignement s'est concentrée dans cette partie de la Côte d'Ivoire mais également dans et sur la périphérie d'Abidjan sans pour autant faire une impasse totale sur le reste du pays.

Dire que l'acquisition du renseignement et son analyse conditionnent le succès de la mission pourraient passer pour une évidence, encore faut-il **être en mesure à la fois de traduire le besoin du chef interarmes en matière de renseignement, en terme de manœuvre, mais également de posséder une réactivité suffisante pour le satisfaire.**

PAR LE GÉNÉRAL FRANK LE BOT, COMMANDANT LA 3^e BRIGADE MÉCANISÉE ET GÉNÉRAL ADJOINT OPÉRATIONS DE L'OPÉRATION LICORNE

L'expression du besoin en renseignements et son exploitation

Le constat

La République de Côte d'Ivoire constitue un théâtre spécifique qui présente un certain nombre de faiblesses en matière de collecte et d'exploitation du renseignement dont les principales sont :

- le déficit quantitatif des capteurs spécialisés rapporté à la taille du théâtre (cf carte),

- le manque crucial de coordination entre les différents acteurs du renseignement, compensé depuis, avec la mise en place, au cours du mandat 10, d'un coordinateur renseignement directement placé sous les ordres du COMANFOR,

- le besoin de spécialistes en traitement de source,
- la maîtrise insuffisante du compte-rendu,
- l'absence de base de données structurée,
- le poids croissant des supports images (vidéo, photos).

Les structures en place

A l'exception des situations de crise aiguës, le général adjoint opérations est responsable de la conduite tactique des opérations. S'appuyant sur l'épine dorsale - chef d'état-major, sous-chef opérations, **chef J2** - et en coordination avec les autres bureaux du PCIAT contri-

buant à l'élaboration de la conception de la manœuvre, il valide le plan particulier de recherche, actualisé périodiquement, pour la durée du mandat et arrête le besoin en renseignements précédant toute action des unités de la force. Seule une action transverse au sein du PCIAT et un dialogue permanent avec les S2 des régiments garantissent la définition d'un ordre de recherche cohérent. Ce processus permanent et itératif peut être enrichi par les analyses et les synthèses réalisées en métropole.

Le PCIAT dispose d'un **J2** au sein duquel une cellule SGR⁴ donne les ordres aux équipes de guerre électronique et aux

patrouilles de recherche dans la profondeur. L'agrégation de ces différents capteurs au sein d'un détachement d'appui recherche, en soutien de l'action principale menée par les GTIA, placé sous TACON de ces derniers pendant une période de temps limité (5 à 10 jours), a donné de bons résultats. L'emploi d'un tel détachement a fréquemment été complété par l'engagement d'une composante ALAT à base de Gazelle Viviane et s'inscrit parfois dans une opération interarmées. Dans ce cadre élargi, aux moyens tactiques s'ajoutent des moyens opératifs, principalement aériens, mais aussi des éléments appartenant au GFS⁵.



Les problématiques principales

Une attention particulière a été portée sur l'emploi des moyens tactiques de recherche et leurs missions pour **intervenir en complémentarité et non en superposition** des capteurs qui ne sont pas sous le contrôle du J2. La présence d'un coordinateur renseignement devrait faciliter une meilleure synergie entre les différents acteurs, apportant ainsi à la chaîne renseignement davantage d'efficacité et de sécurité.

Le traitement de source par mode conversationnel est parfois pratiqué par **du personnel non formé et non contrôlé**. En l'absence de spécialistes GRI⁶, ce recueil doit être réservé à du personnel ayant au moins été sensibilisé aux techniques d'entretien et aux règles fondamentales de sécurité. Cette sensibilisation peut être réalisée en cours de mandat lors des réunions des S2 des GTIA, des officiers de liaison et des détachements de liaison auprès de l'ONU et des FDSCI⁷. Il est néanmoins possible d'activer cette spécialité déficitaire en procédant à un renforcement conjoncturel avec des moyens provenant de métropole ou à défaut l'insertion au sein du J2 d'un ou deux spécialistes du GRI pour traiter efficacement les dossiers principaux.

Dès lors qu'il existe une **chaîne renseignement** apte à satisfaire les besoins du chef tactique pour élaborer sa manœuvre, son efficacité repose principalement sur sa **capacité à réaliser, dans des délais acceptables, des analyses de qualité**.

La réactivité de la manœuvre renseignement, facteur déterminant de l'aide à la décision

Les spécialistes de la Côte d'Ivoire s'accordent à dire que tous les événements graves survenus dans ce pays avaient été prédits, avant de préciser qu'ils

avaient surpris tout le monde à leur déclenchement. L'extrême volatilité de la situation ambiante dans ce pays impose donc une **capacité d'anticipation** aussi minime soit-elle, mais qui donnera à la force le temps d'avance **permettant de conserver l'initiative**. Pour répondre à ce défi permanent, la force Licorne n'est pas systématiquement en posture de réaction à l'événement.

Connaissance de la situation

Le théâtre de Côte d'Ivoire se caractérise par une imbrication du niveau politico-militaire dans l'action tactique qui confère aux plus bas échelons une responsabilité énorme, chacune de leurs actions pouvant produire des effets politiques majeurs en bien comme en mal. Aussi est-il absolument nécessaire que chaque chef, quel que soit son niveau, ait une **compréhension intime et actualisée en permanence de la situation politico-militaire**, afin, dans la gestion de chaque incident, d'éviter toute instrumentalisation par les différents acteurs politiques de la crise. Une telle compréhension permet aux unités de faire preuve d'intelligence de situation et d'éviter l'épreuve de force lorsque celle-ci relève manifestement de la provocation. En conséquence, **au cours de la montée en puissance des unités avant leur engagement**, un effort doit être consenti pour **acquérir les connaissances nécessaires et prendre la mesure de l'environnement spécifique du théâtre**. Cet apprentissage s'applique a fortiori pour les spécialistes du renseignement qui disposent d'une documentation volumineuse dont il convient d'extraire les données actualisées.

Les difficultés rencontrées

La première réside dans le **traitement de données abondantes et de valeurs très inégales** convergeant vers les analystes et leur capacité à extraire les informations utiles qui seront ensuite ordonnées pour établir les modes d'action de l'adversaire. Comment s'organiser pour trier entre elles les rumeurs permanentes dont un nombre non négligeable provient de sources considérées comme "fiabiles"? Comment, à partir d'un faisceau d'indices rassemblés par 3 800 cap-

teurs humains potentiels, dégager autre chose qu'une intuition?

Pour répondre à ces problématiques, il est impératif de canaliser l'acquisition du renseignement tous azimuts en s'appuyant sur des plans de recherche et d'emploi extrêmement précis et bien sûr évolutifs. Pour y parvenir, les structures spécialisées au sein des GTIA doivent être armées par du personnel formé, capable en particulier d'**acheminer du renseignement exploitable par le niveau supérieur au travers de comptes rendus rigoureux**.

Déjà évoqué supra, **le J2 ne dispose pas d'une base de données actualisée et structurée**. Ainsi à chaque relève assiste-t-on à une perte de mémoire collective, qui conduit souvent à "ré-inventer" ce qui existe déjà quelque part.

Le concept de *reach back* s'appliquant à une base de données centralisée en métropole, servie par du personnel du CPCO⁸ ou du CERT⁹ au CFAT¹⁰, pourrait répondre aux besoins de ce théâtre mais également à ceux des autres zones où les forces armées françaises sont engagées. Par ailleurs, la mise à disposition de nombreuses données disponibles au niveau central éviterait de consommer de l'énergie à collecter sur le théâtre une donnée déjà existante.

Des capacités à développer

Napoléon affirmait qu'un bon croquis valait mieux qu'un long discours. Aujourd'hui, une photo ou un film, même de qualité médiocre, valent cent fois mieux qu'un long compte rendu aussi précis soit-il.

L'appui photo et vidéo est un impératif opérationnel qui n'est plus à discuter. Outre les campagnes médiatiques sciemment dirigées contre la force, il apparaît que le moindre incident, y compris dans des lieux éloignés d'Abidjan, fait l'objet d'une exploitation par les différents acteurs, avec une maîtrise incontestable de ces techniques par le camp loyaliste. Les chefs opérationnels sur le terrain, chacun à leur niveau, doivent avoir le réflexe de "la preuve par l'image" en assurant une couverture photo, voire vidéo, des inci-



reprises, le commandant de la force a pu disposer de documents pris “en cours d’action”, à haute valeur ajoutée et qui ont pesé lourd lors de réunions de haut niveau, dont certains sont parvenus à l’ONU. **Le grand absent du domaine imagerie sur le théâtre est le drone.** Sans demander un déploiement permanent de ce système, le drone pourrait être déployé temporairement dans les périodes considérées comme sensibles, comme par exemple les échéances électorales.

dents. Le nombre d’appareils photos numériques détenus par les unités permet de réunir des photos de circonstance, toutefois les caractéristiques techniques limitées des appareils de prise de vue utilisés ne permettent pas de produire des images d’excellente qualité (performance du zoom en particulier, permettant de tenir le preneur de photos à l’abri de jet de toutes natures ou de ne pas se faire repérer) ce qui limite leur intérêt en terme d’exploitation. Seule la mise en place sur le

théâtre de *combat camera teams* équipés de moyens ad hoc répondrait parfaitement à cette problématique et le déploiement au sein de chaque GTIA de telles équipes reste pertinent.

Le détachement d’exploitation d’image a été fortement sollicité au cours du mandat tant pour la constitution de dossiers que pour l’acquisition de renseignement à partir d’un aéronef. Le potentiel ALAT alloué aux missions d’imagerie aérienne (notamment *GLOBALScan*) s’est avéré très satisfaisant. A plusieurs

- 1 Sol-air très courte portée.
- 2 Poste de commandement interarmées de théâtre.
- 3 Groupement tactique interarmes.
- 4 Sous-groupement recherche.
- 5 Groupement des forces spéciales.
- 6 Groupement de recherche de l’information.
- 7 Forces de sécurité de Côte d’Ivoire.
- 8 Centre de planification et de conduite des opérations.
- 9 Centre d’exploitation du renseignement terrestre.
- 10 Commandement de la Force d’action terrestre.

L’acquisition du renseignement et son analyse conditionnent le succès de la mission. Sur ce point clef, l’attention des unités doit être attirée sur le fait que son acquisition est et restera très difficile et doit être constamment pesée à l’aune du rapport prise de risque/intérêt du renseignement. **Elle doit être la préoccupation de tous, à chaque instant,** mais ne doit pas conduire à des prises de risques individuelles et collectives sans commune mesure avec le bénéfice escompté, surtout pour le personnel dont ce n’est ni le métier premier ni la mission. Aussi est-il **nécessaire de déployer des unités spécialisées** permettant de couvrir le champ d’intérêt tactique en veillant à garantir une synergie entre tous les capteurs et les acteurs du renseignement, dont les capacités et les effectifs en nombre compté ne permettent pas “d’observer” la totalité du territoire.